



Retraites, services publics... ils veulent tout casser : résistance !

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE !

Jeudi 18 octobre (manif à Lille : 14h - porte de Paris)

Depuis 2 mois, les coups pleuvent sur les travailleurs du public et du privé :

- « service public 2012 » c'est d'abord 23000 suppressions de postes en 2008, puis 50 à 60000 suppressions par an dès 2009 ! C'est le recrutement par CDI (droit privé) au lieu du statut de fonctionnaire.

- passage «non négociable» aux 41 ans de cotisation pour tous dès 2009: il est déjà prévu de passer à 42 ans en 2013 ! Après la volonté de casser les régimes spéciaux de retraites, où s'arrêteront-ils ?

- instauration des franchises médicales pour tous. Mais les salariés financent déjà l'assurance maladie par leurs cotisations sociales ! Ils veulent nous faire payer 2 fois !

*Retraites,
franchises médicales...
c'est notre salaire
qu'ils attaquent !*

Les attaques du gouvernement sont très cohérentes. C'est le programme du MEDEF !

***la protection sociale**

La Sécu est financée par les cotisations des salariés et des patrons. Elle verse directement des prestations aux travailleurs retraités (les Pensions), aux travailleurs malades (remboursement des soins et des médicaments), aux travailleurs au chômage (allocation). Les cotisations font partie de notre salaire : c'est le salaire socialisé. Cet argent échappe aux capitalistes qui ne rêvent que d'une chose : mettre la main dessus pour le placer en bourse et faire encore

plus de profits.

Le nombre d'annuités pour la retraite augmente mais Fillon sait bien que les salariés ne pourront pas travailler 41, 42 ans et +. Ils n'auront donc pas leur retraite à taux plein et vont être encouragés à souscrire à des fonds de pension (retraites) et à des assurances privées (maladie), avec le coût et le risque que l'on sait (ENRON aux Etats-Unis).

En même temps, les patrons sont exonérés de cotisations sociales (+ de 200 milliards d'€ depuis 1991) ! Eux payent moins, nous, nous payons plus ! Ainsi, les travailleurs vont travailler plus pour que les patrons gagnent plus !

*Postes supprimés, services
publics privatisés...
ça ne peut plus durer !*

***les services publics**

Devant assurer un service égalitaire et gratuit pour tous, les services publics ne « rapportent » rien. Donc d'abord, le gouvernement fait des « économies » en supprimant massivement des postes au mépris des usagers (écoles, collèges hôpitaux, etc.). Pour pouvoir licencier plus facilement, il ouvre le recrutement en CDI. On sait ce que ça a signifié à France Telecom et à La Poste. On prévoit aussi d'introduire la culture du résultat et la promotion au mérite. En fait, on prépare clairement la privatisation !

*De l'argent pour la Sécu...
il y en a ! Dans les poches
du patronat !*

D'autres solutions existent :

-arrêter d'exonérer les employeurs de cotisations et augmenter les cotisations sociales patronales en fonction des besoins de la Sécu. Le seul remboursement des exonérations patronales depuis 1991 (plus de 200 milliard d'€) ne comblerait-il pas le « trou de la Sécu » ?

Mais le gouvernement des plus riches ne va pas s'attaquer aux profits des patrons ! C'est à nous de re-gagner ce que nous avons perdu !

En 1995, les cheminots, les postiers, les enseignants et les salariés du privé ont bloqué par une grève massive la casse de la Sécu, prévue par le plan Juppé.

En 2006, les étudiants, les lycéens et les salariés ont imposé par l'occupation et par la grève l'abandon du Contrat Première Embauche.

*La force des travailleurs,
c'est la grève !*

Ils attaquent sur tous les fronts, répondons-leur TOUS ENSEMBLE ! Faisons du 18 octobre la première étape d'une mobilisation générale contre le gouvernement des patrons !

Dans l'immédiat, nous luttons pour :

- * le retour aux 37,5 annuités pour tous (public-privé) ;*
- * l'arrêt des exonérations des cotisations patronales et le remboursement des sommes exonérées depuis 1991 ;*
 - * la création de postes à la hauteur des demandes exprimées par les établissements ;*
- * l'arrêt du recours à l'emploi précaire et la titularisation sans condition de tous les personnels précaires ;*
- * l'abandon des franchises médicales.*

LA CNT : UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGESTIONNAIRE ET SOLIDAIRE !

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT ! Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto organisation des luttes (comités de grève, coordinations...).

ET SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.